

ROBERT ESCALLIER
(Université de Nice)

Villes et urbanisation du Maroc, au début du 20^e siècle

Les sources historiques utilisées.

L'extrême occident du monde arabe a attiré de nombreux voyageurs, à la fin du 19^e siècle, en quête de pittoresque, souvent à la recherche de nouvelles contrées à „explorer-exploiter”, de nouveaux marchés à conquérir. Les récits des représentants de l'Europe industrielle, dominatrice et hautaine, sont souvent de pauvre intérêt. Moralisateurs plus qu'observateurs, leurs auteurs „n'apprécient les réalités marocaines que de l'extérieur” comme l'écrit P. Guillen (1966).

Moins nombreux, mais autrement plus riches sont les relations de voyage d'observateurs attentifs et curieux, précurseurs des travaux anthropologiques, géographiques et historiques conduits durant la période coloniale, ainsi que les études et compte-rendus de missions scientifiques au Maroc. Au premier groupe appartiennent, parmi d'autres, les ouvrages de Ch. de Foucauld (1888): „Reconnaissance au Maroc 1883-84”; de J. Eckmann (1885): „Le Maroc moderne, de J. Canal (1902), de De Segonzac (1903), d'E. Aubin (1904), d'A. Cousin et D. Saurin (1905)...”, au second groupe, les études de Michaux, Belfaire, R. Leclerc, A. Joly publiées dans la somme intitulée „Villes et tribus du Maroc. Mission scientifique au Maroc” (10 tomes, publiés sous les auspices de la Résidence Générale, en 1915).

Ces diverses sources informatives dont la recension fut réalisée par J. L. Miège (1961), nous permettent de proposer un tableau relativement complet du Maroc urbain, au début du 20^e siècle. Cette période de transition majeure correspond au passage de la formation sociale marocaine, d'une situation traditionnelle où déjà se manifestent les acteurs et les ferments du changement, à celle d'une société dominée et dépendante placée dans un cadre colonial.

Au début du 20^e siècle, l'espace et la société du Maroc demeurent en apparence immuables, prisonniers d'un temps circulaire, engoncés dans la vie rurale. Les villes, peu nombreuses, les citadins ne représentent qu'une maigre proportion des populations. De vastes régions ignorent le fait urbain et restent fidèles au monde des tribus. Pourtant, depuis 1856, année de l'ouverture forcée des ports marocains au commerce international, le frémissement de changements en cours se produit et des transformations du tissu économique et spatial s'ébauchent en certains lieux fréquentés et parcourus. Au plan économique, la circulation des hommes et des marchandises s'intensifie, au plan politique les nations européennes, représentées à Tanger, s'impatientent et „frappent à coups redoublés sur la porte fermée du vieil

empire chérifien" (R. Montagne, 1954), et de façon de moins en moins discrète. Le bouillonnement des choses se manifeste avec une vigueur accrue le long des axes de contact littoraux, tandis que les centres de négoce de l'intérieur, délaissés par les grandes routes commerciales et en voie d'appauvrissement, se replient sur eux-mêmes, vaguement conscients et inquiets des transformations de leur environnement économique et social, bientôt de leur environnement politique et culturel.

I. Les villes marocaines, en 1900

La ville est définie comme une agglomération de 2.000 habitants et plus, dont les deux-tiers des actifs exercent des professions non agricoles et tirent d'activités du commerce, de services ou de production artisanale l'essentiel de leurs revenus. L'utilisation d'équipements fixes, de nature administrative, commerciale et culturelle, permanente par les habitants de la cité, temporaire par les ruraux de la région, lors du marché hebdomadaire, ou occasionnelle par les négociants-transporteurs dans les centres relais, est créatrice d'une vie sociale, d'une ambiance propre qui distinguent la ville du simple bourg rural.

L'analyse des témoignages recueillis et des sources, autour de l'année 1940, en fonction des critères de sélection retenus, réalisée pour chaque cas, nous a permis de considérer le Maroc urbain comme un ensemble de vingt-sept villes (Tab. 1). Les difficultés d'appréciation ont concerné les plus petits centres; heureusement, les cas sont relativement rares, tant l'habitat rural est à dominante de dispersion, à l'exception des régions pré-sahariennes. Deux cas de figure se sont présentés, celui des villages agglomérés et fortifiés des zones oasiennes du sud de l'Atlas et celui de quelques centres des plaines et plateaux du Maroc atlantique.

Les ksour atteignent souvent plusieurs centaines, parfois plusieurs milliers d'habitants. Ainsi, Ch. de Foucauld estime à 2.500 habitants la population d'Illigh (région du Tazeroualt). L'étude des modes d'occupation et d'habiter démontre que ces ksour, fréquemment éclatés à l'image de ceux du Tadra, ne demeurent que les lieux de résidence de populations sédentaires presque exclusivement attachées à des travaux agricoles et à l'élevage de quelques têtes de bétail. Les oasis ne sont plus alors que des „bouts de monde", enclavés, parfois les témoins d'un passé prestigieux révolu, les anciens „ports" d'un commerce trans-saharien déchu (P. Pascon, 1983).

Quelques centres des plaines et des plateaux atlantiques font illusion. Ainsi, Boujad, relais théocratique, dominé par la famille sainte de Sidi Ben Daoud qui y exerce son autorité spirituelle; les fidèles de la zaou'a y viennent nombreux le jour de marché où commerce, pèlerinage et dévotion se conjuguent. La population du bourg ne dépasse pas 1700 habitants (Cousin et Saurin, 1905), et „sans son importance comme centre religieux, sans le caractère que lui donnent ses mosquées, ses grandes Koubas et les riches demeures de ses çalibs, elle ne serait qu'une misérable

bourgade" (Ch. de Foucauld, 1888). De même, Kasba-Tadla, bourgade militaire, Ben Ahmed, Berrechid... présentent quelques caractères semi-urbains qui les différencient des douars. Pourtant le défaut de diversification des fonctions économiques, hors les activités agro-pastorales, l'atonie des échanges, à l'exception du jour du souk, l'atrophie des services les maintiennent encore aux limites de l'urbain.

Le bilan est modeste, la majorité des marocains - environ la moitié de la population appartient aux régions de montagne et au domaine aride, réalisant une remarquable inversion de peuplement - ne perçoit la ville que comme un fait, sinon marginal, du moins secondaire, et cela même si les villes des bas pays atlantiques deviennent les relais de l'introduction de nouvelles orientations économiques dans le monde rural, même si les villes entretiennent avec leurs campagnes environnantes des relations marchandes intenses, indispensables au fonctionnement de nombreux métiers de l'artisanat citadin.

A la veille de l'instauration du Protectorat, au début du 20^e siècle, l'effectif citadin s'élève à 420.000 - 430.000 habitants, correspondant à un taux d'urbanisation compris entre 8 et 9 %, la population marocaine étant estimée alors à environ cinq millions d'habitants (D. Noin, 1970).

Tableau 1.

La population des villes marocaines (selon les nationalités) au début du 20^e siècle

Ville	Pop. totale	Pop. musul.	en %	Pop. Israël	en %	Pop. europ
Fes	95.000	87.000	91,5	8.000	8,5	25
Marrak	60.000	46.000	76,5	14.000	23,5	15
Tanger	30.000	12.500	42	10.000	33	7.500
Rabat	25.000	21.000	83,5	4.100	16,4	16
Essaou	22.000	12.000	53,5	10.000	45	300
Tetoua	22.000	16.000	71,5	6.000	27,2	300
Casabl	21.000	15.500	73,5	5.000	23,8	570
El Jadida	20.000	16.000	80,5	3.500	17,5	400
Meknès	20.000	15.000	75	5.000	25	25
Salé	15.000	15.000	98	300	2	
Safi	10.000	8.500	83,5	1.500	15	150

Ville	Pop. totale	Pop. musul.	en %	Pop. Israël	en %	Pop. europ
Ksar Kbir	10.000	9.000	90	1.000	10	10
Azemmo	10.000	7.000	67	3.000	33	
Ouezza	10.000	9.000	90	1.000	10	
Oujda	8.000	7.000	87,5	1.000	12,5	
Taroud	7.000	6.000	83	1.200	17	
Larach	5.000	3.500	67	1.500	30	150
Moul. Idris	5.000	5.000	100			
Sefrou	4.000	3.000	75	1.000	25	
Taza	4.000	3.800	95	200	5	
Chefch	4.000	4.000	99	40	1	
Assila	4.000	3.500	82,5	600	15	100
Demnat	4.000	3.000	75	1.000	25	
Amizmi	3.000	2.600	87	400	13	
Beni Mel- lal	3.000	2.700	90	300	10	
Settat	2.000	1.900	95	100	5	
Debdou	2.000	500	25	1.500	75	

Taille des villes et hiérarchie urbaine

Les villes se distribuent en trois strates distinctes: capitales régionales, villes intermédiaires et petites villes.

Deux capitales régionales, villes impériales, Fès et Marrakech dominent une structure incomplète, mais relativement solide de villes. La capitale idrisside, à la tête du vaste domaine des plaines atlantiques du Nord-Ouest, atteint 100.000 habitants, représentant la première ville arabe du Maghreb. Ville de négoce avant que

d'être ville industrielle, elle assiste, comme impuissante, au rétrécissement de sa sphère d'intervention économique et de son champ spatial; celui-ci est produit par son incapacité du moment, d'adaptation à l'évolution des grands courants d'échanges internationaux facteur d'anémie des flux traditionnels internes. Quoique diminuée, la cité fassie, ce modèle urbain par excellence, représente un espace de pouvoir encore puissant, jaloux de ses prérogatives. Marrakech, la capitale du Sud, rassemble environ 60.000 habitants, résidents d'une médina qui „peut danser à l'aise dans la ceinture démesurée qui lui est faite” (E. Aubin, 1904). Elle fonctionne comme un vaste marché et entrepôt régional situé dans une position, désormais périphérique, peu favorable. Ville du Makhzen et espace blediya, dépourvue d'une bourgeoisie d'affaires entreprenante, comparable à celle de Fès, Marrakech „ne se relaya jamais des désordres de la fin des Saâdiens...et dans l'ensemble, la vie économique n'avait guère changé en 1912, depuis le 17^e siècle” (G. Deverduin, 1959).

La seconde strate est représentée par les villes intermédiaires dont la population varie de 30.000 habitants (Tanger, à la tête du réseau tingitan) à 15.000 habitants (Salé, la cité des corsaires, l'ancienne Sala des phéniciens). A l'exception de Meknès, cité impériale, les sept autres villes appartiennent à la frange littorale. Plusieurs centres: Tanger, El Jadida et Casablanca par le dynamisme récent qu'ils manifestent, révèlent le rôle accru de l'interface côtier. Les autres villes intermédiaires témoignent plus de la permanence des lieux, d'une armature urbaine „élaborée à l'échelle transcontinentale, terminaison d'un vaste réseau de routes et de villes qui reliaient l'Afrique noire à la Méditerranée” (M. Naciri, 1991), désormais atrophiée du fait de l'anémie des échanges inter-régionaux entre le sud et le nord, sinon en partie délaissée par la formation sociale marocaine dont l'intériorisation exprime un repli défensif.

Le groupe des petites villes comprend dix-sept centres de 10.000 habitants et moins, répartis très inégalement sur le territoire national. Celles qui jalonnent le dir atlasique, sont à la dérive, vaincues par l'éloignement des flux commerciaux, dont sont responsables les changements macro-économiques et imbroglios politiques locaux. Amizmiz n'offre qu'„une assez misérable apparence” (De Segonzac, 1903); quant à Demnate, P. Mas (1955) peut affirmer qu'„elle n'existait qu'en tant que centre de transit; une fois celui-ci supprimé, elle est retournée à sa vocation primitive de centre rural, inséparable de sa riche oliveraie”.

Le seul espace régional, innervé par une armature urbaine solide et structurée, où les petits centres tiennent une place remarquable, correspond au triangle du nord-ouest atlantique ayant pour sommet Fès et pour base le littoral d'El Jadida à Tanger. Il recouvre moins du dixième du territoire et rassemble deux-tiers des citadins, distribués entre seize villes dont neuf font partie de la strate „petites villes”. Le taux d'urbanisation y est trois fois supérieur à la moyenne. A l'extrême

nord-ouest s'enracine dans l'histoire, depuis les phéniciens, carthaginois, romains...- l'armature complexe de la péninsule tingitane, parvenue intacte jusqu'ici.

Ainsi, pour incomplète, inégale et lâche qu'elle puisse être, l'armature urbaine du Maroc précolonial est, même affaiblie, loin d'être négligeable. Demeurent de solides capitales régionales, s'affirment, sur le littoral, plusieurs centres d'échanges dynamiques, bien sûr où s'accumulent les outils de future conquête et de domination des firmes européennes. Centre oublié de 1.600 habitants en 1856, année du traité anglo-chérifien qui mit un terme aux „monopoles sultaniens”, Casablanca est devenu à la veille de l'instauration du Protectorat français, le principal port et foyer commercial du Maroc atlantique, riche d'environ 21.000 habitants (en 1900). Ainsi comprend-t-on que les créations urbaines de la période coloniale furent si mesurées, contrairement à l'Algérie voisine. Port-Liautey, l'actuelle Kenitra, demeure l'exception, seule création ex-nihilo de poids régional. Perdurent, néanmoins des espaces périphériques, délaissés par la ville et qui constituèrent les principaux môles de résistance à la pénétration étrangère.

II. LA PLURIETHNICITE DU PEUPEMENT DES VILLES

A l'augmentation sensible des populations urbaines correspond la diversification du peuplement. Outre l'arrivée de ruraux et le regroupement des communautés israélites, délaissant les petits mellah's ruraux et les ksour présahariens, ces années voient se constituer une petite communauté d'européens (Tab. 2).

Tableau 2.
Communautés urbaines au Maroc, en 1900

Communauté	Effectif	en %
pop. marocaine	330.000-335.000	78-79
pop. israélite	80.000-85.000	19-20
pop. européenne	9.500-10.000	2-2,5
pop. totale	420.000-430.000	100

La colonie européenne dont l'effectif est estimé à 3.600 personnes en 1886, augmente corrélativement à l'intérêt croissant que les puissances européennes accordent au marché marocain. En témoigne la multiplication des liaisons maritimes entre le Maroc et l'Europe, après 1885, favorisée par la reprise économique mondiale et des flux induits.

Toutes les nations y sont représentées certes de manière inégale. Leur répartition reproduit assez fidèlement les forces géopolitiques concernées par l'enjeu marocain. Les plus nombreux: sept étrangers sur dix, sont les espagnols, très présents dans le nord du pays, particulièrement à Tanger où ils représentent environ 20% de la population citadine. Outre les effets récurrents de proximité géographique et historique, et les intérêts stratégiques que l'Espagne préserve avec les presidios de Ceuta et de Mellila, Tanger, par son dynamisme, attire les gens du sud de la péninsule ibérique, arriérée. Ceux-ci y exercent, pour la plupart, les petits métiers d'un artisanat de services ou d'un tertiaire banal: boutiquiers, domestiques..., faiblement rémunérateurs.

La communauté anglaise, forte, en 1892, d'un millier de personnes (J.L Miège, 1963), comprenant des anglais de souche, des anglo-gibraltariens et des juifs naturalisés, occupe les fonctions d'un tertiaire évolué: commerce, transport, diplomatie. Formée de gens aisés, occupant des positions économiques et sociales enviées, elle conserve auprès du Makhzen une solide influence. Les français: commerçants, représentants, entrepreneurs ou fonctionnaires, constituent la troisième communauté par le nombre: 500 personnes, qui a l'avantage de représenter un pays dont le courant favorable à l'extension du domaine colonial à toute l'Afrique du Nord ne cesse de se renforcer.

La population européenne est inégalement répartie dans l'espace (Fig. 2). Exclusivement urbaine, elle a fixé ses lieux de résidence dans quelques villes de la frange littorale: Tanger, El Jadida et Casablanca, négligeant les cités traditionnelles, à forte résistance à toute présence étrangère ou, déjà, dépourvues des éléments favorables au développement des activités économiques modernes. A Fès, ne résidaient que six européens lorsque P. Loti y séjourna, en 1889, et vingt-quatre, en 1903, selon E. Aubin. De même, à Rabat et à Salé villes de vieille bourgeoisie et ports délaissés, la présence européenne est fort discrète.

Tanger, porte d'entrée principale, „salle d'attente” pour diplomates, intermédiaires et banquiers... face à la puissance chérifienne, réunit les trois-quarts des européens, attirés par la qualité de l'environnement, la situation géographique et le port, par l'atmosphère de la cité où „les choses se passent et se disent”, par diverses facilités. Cependant, l'intérêt nouveau que les négociants tangérois ou fassis portent aux villes atlantiques, adossées à de riches arrières-pays agricoles, indique qu'une nouvelle étape est franchie en direction de la mise sous séquestre colonial du domaine marocain. Il laisse présager le déclassement de Tanger, en situation périphérique, excentrée par rapport aux places où les affaires se nouent et se décident.

La localisation géographique des représentations diplomatiques (Fig. 3) souligne encore le rôle principal de Tanger dans le jeu politique et l'émergence internationale de plusieurs centres atlantiques. Essaouira (ex-Mogador), en perdant ses

représentations (celle du Consulat français) au profit de Casablanca, démontre, par défaut, la collusion des tâches du marchand et du diplomate.

Les dernières décennies du 19^e siècle, s'accompagnent de modifications du **peuplement séculaire des juifs au Maroc**. La communauté israélite, disséminée jusqu'ici sur l'ensemble du territoire, s'urbanise rapidement. Plus de la moitié réside en ville où elle représente un citadin sur cinq. Les principaux mellah's sont ceux de Marrakech: 14.000 personnes, de Tanger et d'Essaouira (10.000 personnes), de Fès (8.000 habitants), de Tetouane, Meknès, Casablanca... (Fig. 4).

Les inégalités de la présence juive dans les villes ressortissent autant de la complexité des trajectoires macro-historiques que des aléas de l'histoire régionale ou locale. La part de la communauté, négligeable à Moulay Idriss du Zerhoun, à Chefchaouen ou à Salé (2% de la population totale) s'élève jusqu'à 45% à Essaouira. Le rôle de la communauté dans la ville et l'économie régionale est aussi en fonction de son poids démographique. L'un et l'autre se soutiennent. Autant le dynamisme de la bourgeoisie fassie limite ses responsabilités et ses fonctions, autant l'anémie des élites économiques de Marrakech laisse aux israélites une place si prépondérante que „les citadins musulmans ne peuvent pas s'en passer depuis le maniement des fonds de l'Etat jusque dans les affaires du plus petit marchand” (G. Deverduin, 1959).

A la fin du 19^e siècle, le peuplement israélite paraît déstabilisé; en témoignent de nouvelles formes de mobilité. L'urbanisation de la communauté a déjà été soulignée, fécondée par l'arrivée des familles originaires des montagnes atlasiques berbérophones et des ksour pré-sahariens. La migration ascendante est renforcée par l'installation dans les villes des familles qui délaissent les petits mellah's des plus petits centres, déclassés par la marginalisation des routes commerciales intérieures. Plusieurs observateurs ont noté l'augmentation des populations des mellah's, leurs fortes densités jusqu'à „l'extrême saturation”. La population du mellah de Marrakech, estimée à 6.000 personnes, en 1867. (P. Lambert, 1868) s'élève à 14.000 et 15.000 personnes, en 1900, selon divers observateurs (E. Aubin, Cousin et Saurin...). Le troisième trait est la stagnation, parfois la diminution des effectifs, presque toujours l'amointrissement de la présence communautaire dans les villes intérieures et les villes à l'écart des échanges marchands, et son renforcement dans les centres portuaires ouverts sur le marché mondial. L'amaigrissement de la communauté de Tetouane, port d'estuaire délaissé, est spectaculaire : 9.000 personnes en 1856, 8.300 en 1866 et environ 6.000 en 1900. L'étoffement de celles de Tanger, d'Essaouira: moins de 5.000 personnes en 1834 et 10.000 en 1900, de Casablanca: de 500 à 5.000, au cours de la deuxième moitié du 19^e siècle, l'est tout aussi. Enfin, ce lent mouvement de population, orienté des régions intérieures vers la côte, est géographiquement sélectif, négligeant les centres alanguis et focalisant sur les villes en effervescence. En 1866, la part de la communauté qui s'élevait respectivement à

35 et 27 % à Tetouane et à Rabat, ne représentait plus que 27 et 16 %, à la fin du 19^e siècle. Un mouvement inverse caractérise les villes de Tanger ou de Casablanca...

Les migrations des populations israélites dessinent les grandes lignes de force de la future organisation économique et spatial marocaine, et préfacent de façon étonnante les grands mouvements de population du 20^e siècle. Elles révèlent l'adaptation précoce des populations aux transformations économiques et sociales qu'infère l'ouverture forcée de l'espace au commerce maritime mondial.

Les marocains musulmans, faiblement concernés par le fait urbain: 6 à 7% environ, représentent néanmoins les quatre-cinquième de la population citadine. Plus de la moitié réside dans les cités „impériales”, résidences du Makhzen: Fès, Marrakech, Rabat et Meknès. Fès se distingue nettement, à la fois par sa masse démographique, par la diversification des fonctions et la richesse du tissu social (R. Le Tourneau, 1949).

En cette fin de siècle, une nette dissociation entre les centres de l'intérieur et les villes de la côte se manifeste. Ces dernières réunissent la quasi totalité des européens, plus de la moitié des israélites et seulement 39% des citadins marocains musulmans (Tab. 3).

Tab. 3.
Distribution des populations citadines, au début du 20^e siècle.

Localis.	P. totale	P. musul.	P. israél.	P. europ.
V. intér.	237.000 (56,3)	200.900 (61%)	35.800 (44,4)	75 (0,7%)
V. côte	184.000 (43,7)	129.150 (39%)	45.500 (55,6)	9520 (99,3)

La communauté marocaine ne représente guère plus de la moitié de la population d'Essaouira et seulement 42% de celle de Tanger. Essaouira est la première ville juive du Maroc, s'il n'est pas tenu compte du petit centre de Debdou au crépuscule de sa vie active, alors que Tanger, dès les années 1900, apparaît déjà plus internationale que marocaine.

La société marocaine, à quelques exceptions près, paraît hésiter, même confusément, à s'engager dans l'aventure des villes portuaires, soucieuse de préserver son identité. Une telle hésitation n'est-elle pas simple respiration, tant les transformations du paysage urbain, l'arrivée de nombreux immigrants originaires des campagnes, le bouillonnement des choses démontrent que, déjà, s'activent les forces et les



acteurs de la déstabilisation du peuplement, favorables à l'ajustement urbain. Forces qui connaîtront avec l'établissement de l'ordre colonial une intense impulsion.

III. L'amorce de la transition urbaine

Au tournant du siècle, les auteurs attentifs aux villes décrivent la surdensification des médinas et des mellah's, la naissance extra-muros de nouvelles formes d'habitat: nouaïl, tentes..., la vie de populations immigrées. A. Adam (1968) estime à 6.000 personnes, en 1896, la population „flottante” de Casablanca (plus du quart de la population), image annonciatrice de la formation de groupes sociaux marginaux et des formes d'habitat sous-intégré qui caractériseront les villes marocaines tout au long du 20^e siècle (R. Escallier, 1984).

„En 1808, la population urbaine doit osciller entre 200.000 et 250.000 habitants” (J. Brignon et al. 1968). Quelques soixante-quinze années plus tard, vers 1880-85, le nombre demeure inférieur à 300.000 habitants; les crises démographiques et économiques ont freiné tout essor.

A partir de ces années, avec la reprise de l'activité et les transformations économiques et sociales, les populations enregistrent une expansion nouvelle qui, dès lors, ne s'épuise plus malgré les accidents épidémiologiques, les soubresauts politiques et les difficultés du développement. Les villes gagnent, en vingt ans, de 1880 à 1900, quelques 130.000 à 150.000 personnes, soit une croissance, certes modérée comparé aux débordements du 20^e siècle, mais qui rompt avec la situation antérieure et préfigure les mutations à venir. De fait, le Maroc amorce sa transition urbaine.

Toutes les villes ne sont pas intégrées à la première phase de la croissance urbaine. L'inégal dynamisme des centres est l'un de ses traits caractéristiques. A l'exception de quelques centres situés au carrefour des routes: Ksar-Kbir ou au cœur de campagnes ouvertes à la circulation et la commercialisation des produits agricoles: Settat, en Chaouia, les villes intérieures paraissent démographiquement stables. Ceci est particulièrement vrai pour les petits centres délaissés par les courants commerciaux. Distantes de quelques vingt ou trente années, les estimations des effectifs de population décrivent des situations „figées” autant pour Taroudant, Amizmiz, Demnate, Beni Mellal que pour Chefchaouen ou Debdou. Cette stagnation caractérise encore les principaux centres; ainsi, en 1834, Fraberg de Hamso (1834) estime la population de Marrakech à 50.000 personnes, quelques trois décennies plus tard, P. Lambert (1868) donne le même nombre, tandis que J. Eckmann (1885) l'apprécie à 55.000 habitants et E. Aubin (1904) entre 55.000 et 60.000 habitants. Ces données soulignent l'atonie de la capitale du sud, l'affaiblissement de son aire d'influence; une ville en équilibre précaire, mais stable.

Le dynamisme des cités portuaires se confirme. La population estimée à 80.000 personnes, vers 1860, atteint environ 184.000 résidents en 1900, soit un gain supé-

rieur à 100.000 personnes. Casablanca, El Jadida et Tanger en sont, avec Safi, les principales bénéficiaires.

Rabat et Salé, les deux cités de l'embouchure du Bou Regreg, villes de marchands et d'artisans, de bourgeoisie traditionnelle et de lettrés, demeurent à l'écart des fièvres qui embrasent d'autres lieux. En témoignent les départs de nombreux juifs r'batis à destination de Casablanca et pour quelques uns, vers l'Amérique du Sud (J. Caillé, 1949). Le premier dénombrement colonial de la population attribuera à la nouvelle capitale moins de 25.000 habitants, en 1913, guère plus qu'un siècle auparavant (20.000 habitants, selon O. Lenz, 1884).

Tetouane et Essaouira, désormais „périphériques”, sont des villes en proie au doute. Tetouane, située à l'écart des nouveaux courants commerciaux, s'en trouve déclassée; son port d'estuaire est déserté par les navires à vapeur tandis que l'irruption des productions manufacturières de l'Europe précipite le déclin des activités traditionnelles de renom: industrie de l'armurerie et de la coutellerie. Tetouane, „ville hadryia”, reproduit l'image caricaturale des effets négatifs, déstabilisateurs qu'entraîne l'irruption d'une économie agressive au sein d'une organisation sociale équilibrée, mais fragile. Essaouira est tout aussi marginalisée; si elle accueille de nombreux immigrants, juifs pour la plupart, originaires des petits mellah's des montagnes – les gens du mellah d'Imin-Tanout s'y installent, en 1891 – dans le même temps, les représentants les plus dynamiques de la communauté la quittent pour Casablanca ou El Jadida.

Les petites villes d'Asilah et d'Azemmour sont des centres alanguis, déclassés et bientôt négligés. Larache, port de la cité fassie, soumis à la concurrence des ports atlantiques et de Tanger est dans une situation difficile; la population stagne autour de 5.000 - 7.000 habitants (ce dernier chiffre étant transmis par la Chambre de Commerce Espagne-Tanger).

Quatre villes: Safi, El Jadida, Casablanca et Tanger, enregistrent une forte croissance démographique. Les dernières années du siècle voient affluer, outre les européens et les juifs de nombreux immigrants des campagnes et des villes intérieures, en quête de travail et de nouvelles sources de revenus. Certains y trouveront fortune, d'autres se perdront dans le „far-west” marocain. Vers 1875, ce sont encore de tous petits centres qui échappent à peine à l'anonymat; El Jadida, héritière de la vieille citadelle portugaise, ne compte alors que 2.500 habitants, Casablanca et Tanger, guère plus de 5.000.

L'ascension casablancaise „avant même la fin du siècle a valeur de symbole” (J.L. Miège): 1.600 habitants en 1856, 4.000 en 1866, 15.000 à la fin du règne de Moulay Hassan (1894), 21.000 en 1900 et 25.000 en 1907. Elle démontre l'efficacité de la relation entre fonction portuaire et croissance urbaine. Elle résulte de la conjonction de plusieurs facteurs: la navigation à vapeur favorable aux ports en eau libre (facteur technique), la suppression des monopoles sultaniens institués par Moulay

Abderahmân ainsi que l'arbitraire des tarifs douaniers (facteur politique), exploitation du riche potentiel céréalier et pastoral des plaines: Chaouïa et Doukkala, à une époque où l'Europe en pleine révolution industrielle réclame céréales et laines (facteur économique).

Ce modèle de croissance rompt avec ceux du passé. L'amorce de la transition urbaine n'est guère contestable. La croissance urbaine, malgré quelques hésitations ou paliers, est d'autre nature, fécondée par les mutations économiques et sociales et par la déstabilisation de sociétés régionales que génère l'irruption de nouveaux modes d'organisation, production et d'agencement spatial, de nature exogène. La société marocaine, non préparée à l'affrontement, fragile et stable, perd progressivement ses principes d'organisation et de fonctionnement au simple contact de la civilisation industrielle.

Quelles sont les composantes de la croissance urbaine? L'analyse de l'évolution des populations urbaines de 1900 à 1912 (R. Escallier, 1978) a montré que le solde migratoire assurait environ 77% de l'augmentation des populations marocaines musulmanes. *Avant même l'établissement effectif du Protectorat, le mécanisme de l'exode rural est amorcé.* Et cela, même si les vagues migratoires irrémédiables qui bousculeront la ville duale héritée de la période coloniale, ne déferleront que dans la deuxième partie du 20^e siècle.

a/ Un léger frémissement de la démographie à la fin du 19^e siècle ou le début de la transition démographique

Faute d'enregistrement des faits d'Etat Civil, la connaissance des comportements démographiques des populations relève de l'analyse analogique et empirique. Plusieurs faits objectifs et convergents autorisent une estimation correcte des taux:

- l'appartenance du Maroc à l'aire arabo-islamique et la pratique de coutumes matrimoniales caractérisées par un mariage précoce universel générant une fécondité haute, au coeur de la vie sociale.

- la participation du Maroc au groupe des pays méditerranéens à l'écart des modernisations, responsables dans les pays industrialisés, grâce aux progrès scientifiques et techniques, de l'augmentation de la productivité agricole et de la diminution de la mortalité infectieuse.

- les conditions de vie du peuple marocain semblables à celles des autres peuples du Maghreb et du Machrek.

- la connaissance des taux démographiques des européens de Casablanca dans la seconde moitié du 19^e siècle (J.L Miège et E. Hugues, 1954). Le taux de natalité de la population européenne est estimé à 30,8% pour la période 1901-1905 (29,1% le taux des européens d'Algérie, 1897-1904), celui de la mortalité générale à 25,5% et 31% pour la seule colonie espagnole composée de „petites gens”.

Le rapprochement de l'exemple marocain avec ceux des autres pays méditerranéens, notamment de l'Algérie (J. Breil, 1955, J.N. Biraben, 1969) ou de l'Égypte, la prise en compte des rythmes de croissance des populations marocaines, au cours du 20^e siècle, permettent de retenir un taux de natalité proche ou légèrement supérieur à 40%. Les naissances sont d'autant plus espérées qu'elles ne dépassent que de quelques unités le nombre des décès: le taux brut de mortalité étant voisin de 35%, identique à celui de maints pays d'Afrique méditerranéenne: 33%, en Algérie, en 1900-1905. Dans ces conditions, le solde naturel est médiocre d'une valeur moyenne annuelle de 0,5%, correspondant à la perdurance d'un régime démographique archaïque, prétransitionnel.

La mort omniprésente frappe très tôt, environ quatre enfants sur dix, nés vivants, meurent avant d'atteindre leur premier anniversaire. L'espérance de vie à la naissance ne dépasse pas trente ans, comparable à ce qu'elle devait être lorsque Rome dominait l'espace méditerranéen. La situation sanitaire est „déplorable” (L. Raynaud, 1902); les règles élémentaires d'hygiène publique sont ignorées. Les épidémies, après les disettes ou les famines, rythment la vie et la mort des populations. Au 19^e siècle, les principales eurent les années 1834-35, 1856-58, 1860, 1867-69, 1878-82, 1895.

La crise démographique des années 1878-82 fut particulièrement sévère dans les bas-pays, la chaouïa et le Rharb étant les plus touchés. L'épidémie fit périr, en deux mois, un huitième de la population de Casablanca, et se prolongea par des fièvres malignes et infectueuses. La population citadine perdit, au cours de ces années, près du quart de ses effectifs. L'année 1895 connut une épidémie de choléra dont les effets furent sensiblement atténués, à l'inverse des précédentes. Le bilan encourageant du traitement du fléau atteste de l'amélioration de la situation sanitaire. Certes, les accidents démographiques perdureront jusqu'au milieu du 20^e siècle, néanmoins un premier tournant prophylactique était pris, dès la fin du 19^e siècle, grâce à la conjonction de divers éléments.

Les mesures prises, notamment sous l'autorité du conseil sanitaire de Tanger, en faveur de l'organisation progressive des services de nettoyage, du pavage des rues, du creusement des premiers réseaux d'égoûts, de la surveillance des navires dynamisent les aides médicales apportées par différentes organisations non gouvernementales (d'obédience religieuse), et renforcent l'efficacité d'un encadrement sanitaire mi-étouffé. Les premières vaccinations antivarioliques de groupe ont lieu, en 1880, dans les ports, fréquentés par les européens, tandis que ces mesures sont étendues aux villes des régions intérieures quelques années plus tard. Bien que le chemin vers une véritable révolution sanitaire - il faudra attendre jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale - paraisse encore très long en ces années 1880-1890, les premiers pas de la transition de la mortalité sont accomplis.

b/ La migration change de sens ou le démarrage de l'exode rural des temps modernes

Avant que ne s'affirme la monétarisation des échanges, la plupart des populations vivaient dans un monde clos. Toutes les forces de la société villageoise ou tribale tendaient vers un seul but, la préservation de la stabilité et de l'équilibre. Certes, l'histoire du Maroc est marquée par le lent écoulement des populations du Sud vers le Nord, des pays arides vers les régions plus arrosées. J. Le Coz (1964), analysant la formation du peuplement du Rharb, évoque le caractère de „carrefour ethnique” de la plaine. Cependant, ces mouvements demeurent limités et de faible masse, incapables de corriger l'anomalie du peuplement marocain, correspondant à la surcharge démographique des montagnes et au vide relatif des bas pays. Jusqu'à la fin du siècle, la migration, de faible intensité, est contenue dans une dimension locale, et de nature temporaire. Le départ des hommes du village ou de la tribu est contrôlé. La mobilité ne se réalise qu'à l'intérieur de l'espace de vie communautaire que l'histoire, l'expérience et les relations ethno-culturelles ont façonné.

A partir des années 1880, les causes de départ, l'origine géographique des néo-citadins, la polarisation des flux par quelques villes attestent que les choses changent. Le système migratoire se complexifie. Les perturbations de nature économique et socio-spatiale imposent à la population des ajustements significatifs. La migration des populations s'accélère - chaque année en moyenne, quelques 6.000 ruraux s'installent en milieu urbain et pour une forte proportion dans les centres du littoral - et change de sens. Comme le constate l'historien En-Naciri : „les habitudes des gens sont bouleversées, et les usages suivis par les commerçants et les artisans sont transformés en tout ce qui touche leurs affaires, monnaie, prix des marchandises et autres dépenses, de telle sorte que la vie est devenue difficile”.

Plusieurs raisons ordonnent les changements:

La première est la multiplication de divers types d'association agricole établis, de façon plus ou moins licite, entre les européens et les fellahs des régions atlantiques. „Beaucoup de campagnards dépourvus des moyens de subvenir aux frais d'achat de boeufs et de semences nécessaires à la culture de leurs terres viennent solliciter le concours des européens et ne reculent pas devant de grands sacrifices pour l'obtenir” signalait dès 1869, le vice-consul de Belgique à El Jadida. E. Aubin (1904) écrivait qu'en 1902, en échanges d'avances et de protection, „le commerce reçoit à bon compte, la récolte de ses associés. Ce système est en vigueur sur toute la côte de Rabat à Safi”.

Le système d'exploitation (pré)coloniale permettait par des avances, des contrats de culture et d'élevage - développement induit de nouvelles cultures spéculatives: lin et vigne, élevage de mouton dans les plaines de la Chaouïa et des Doukkala - aux européens d'étendre leur influence à l'intérieur du territoire et par la suite d'acqué-

rir à peu de frais de nouvelles propriétés à la faveur d'une défaillance de leurs „associés”. Par l'association, puis par la location des terres avec la complicité de leurs censaux, de leurs „protégés” enfin par l'achat de propriétés, l'espace agricole européen s'accroît progressivement entamant une véritable „précolonisation” agraire. Dès 1912, les européens s'étaient taillés à peu de frais un domaine de plus de 100.000 hectares, dans les zones les plus fertiles. Selon A. Ayache (1956), la répartition était la suivante: „6.000 hectares dans la Chaouïa aux mains d'une centaine de colons; 40.000 hectares dans la région de Rabat et du Rharb que se partageaient une centaine de colons et une société possédant de 10 à 15.000 hectares, 10.000 hectares dans les Doukkala-Abda partagés entre une dizaine de particuliers et de sociétés; 45.000 hectares enfin dans le Maroc Oriental avec 7.000 hectares au Metroh, 16.000 hectares dans la plaine des Angad et 20.000 hectares dans la plaine des Triffa”. La plupart des acquisitions étaient obtenues de procédés fort discutables, le plus souvent illicites.

Aux premières manifestations de la dépossession agraire, s'ajoutent les effets de la monétarisation accrue des échanges et des services. L'économie marchande, champ privilégié d'intervention des intermédiaires et des „protégés” (environ 7.000 à 8.000, au début des années 1890), infère de nouvelles pratiques aux incidences sociales inévitables. La baisse de la valeur des productions agricoles locales et l'adoption et la banalisation de nouveaux modes de consommation - thé et sucre importés ainsi que divers produits de consommation courante - favorisent, par l'échange inégal l'endettement des fellahs à l'égard des négociants et l'altération des relations villes-campagnes. Progressivement se produit, dans les campagnes des plaines marocaines au premier rang de la confrontation avec le mode de production capitaliste, un début de recomposition sociale.

J. Le Coz (1964) rappelle le cas de ce notable du Rharb „qui a fait fortune en spéculant sur les blés au moment de la grande famine de 1878 et qui a été le premier protégé français du Rharb”. L'abandon des anciennes coutumes - l'obligation à l'égard des familles démunies dans les difficiles périodes -, l'altération des anciennes pratiques communautaires détournées au profit des „potentats locaux”, la pratique des apanages „terrains concédés à des personnes que leurs fonctions ou leurs mérites avaient signalé à l'attention du Makhzen ou de la tribu” (J. Le COZ, 1964), les bénéfices de l'association, protection et spéculation favorisent l'épanouissement d'une classe de gros propriétaires fonciers - les notables du bled - et le début de la prolétarianisation d'une frange des fellahs et des artisans ruraux, bien sûr dans les régions où les ferments de la déstabilisation sont en effervescence, dans les plaines atlantiques et orientales.

Aux disparités sociales de formation récente, liées à la croissance de l'économie marchande, s'agrègent des déséquilibres régionaux que fécondent les captures commerciales, le détournement des routes commerciales... Certes, ce n'est pas

encore le fonctionnement inique du système d'organisation colonial, producteur de violents désordres spatiaux, distinguant entre le Maroc „utile” et le Maroc périphérique des tribus, cependant l'affaiblissement et la perte irréparable de substance de certains espaces préfigure déjà les disparités et les dysfonctionnements régionaux. Ainsi, l'atrophie économique des régions méridionales, leur repliement sur le seul domaine agricole oasisien, du fait de la ruine du commerce transsaharien - l'émotion ressentie dans tout le Sud marocain à la suite de la prise de Tombouctou - dans la même séquence, de l'intensification économique des régions atlantiques.

L'origine géographique des nouveaux arrivants, en ville, trahit la modernité du mécanisme migratoire qui se met en place durant ces années. La Chaouïa fournit à Casablanca ses contingents les plus importants, les gens de la partie septentrionale et centrale des Doukkala convergent vers El Jadida... L'émigration campagnarde se produit dans les régions où la pression de l'économie marchande est forte et favorise l'effritement des structures sociales; elle progresse corrélativement à l'élargissement du domaine d'intervention des européens ou de leurs associés. D'autre part, les mouvements migratoires de type traditionnel sont soumis à des effets de capture. Les gens de l'Anti-Atlas et du Souss se détournent progressivement des routes anciennes pour exercer leurs activités dans les villes portuaires (commerce de l'épicerie) où ils réussiront, au cours du 20^e siècle, une remarquable ascension économique et sociale.

Conclusion générale

Au début des années 1880, en accord avec la reprise économique mondiale et l'irruption de l'économie de marché imposée par les européens, le Maroc entre dans la première phase de la transition urbaine. Certes, il faudra attendre le lendemain de la Première guerre mondiale pour que se manifeste avec vigueur l'essor des villes, néanmoins dès ces années s'esquisse le modèle d'urbanisation futur du Maroc moderne.

Références bibliographiques

- ADAM A. (1968): *Casablanca, essai sur la transformation de la société marocaine, au contact de l'Occident*. CRAM. CNRS. (2 tomes)
- AUBIN E. (1904): *Le Maroc d'aujourd'hui, 1902-1903*. Paris. A. Colin (500 p)
- AYACHE A. (1956): *Le Maroc. Bilan d'une colonisation sociale*. Paris. Ed Sociales (367 p)
- BREIL J. (1955): *Essai de détermination du niveau et des tendances de la fécondité des musulmans d'Algérie*. New York. Congrès mondial de la population. Rome 1954.

- BIRABEN J. N. (1969): *Essai d'estimation des naissances de la population algérienne depuis 1891*. R. Population. n° 4
- BRIGNON J. et al (1968): *Histoire du Maroc*. Paris. Hatier (413 p)
- CAILLE Y. (1949): *La ville de Rabat, jusqu'au protectorat français: Histoire et Archéologie*. Publications de l'Institut des Hautes Etudes marocaines. Edit. d'Art et d'Histoire. Vanoest.
- CANAL J. (1902): *Géographie générale du Maroc*. Paris
- COUSIN A. et SAURIN D. (1905): *Le Maroc*. Paris. Lib. du Figaro.
- SEGONZAC DE (1903): *Voyage au Maroc (1899-1901)* Paris. A. Colin. (409 p)
- DEVERDUN G. (1959): *Marrakech, des origines à 1912*. Rabat. Edit. Techn. Nord africaines (2 tomes)
- EN NACIRI (1906): *Les Alaouites*. Trad. Fumey. Archives marocaines (Tomes IX et X)
- ERCKMANN J. (1885): *Le Maroc moderne*. Paris. Challamel Edit.
- ESCALLIER R. (1978): *La population urbaine du Maroc*. Etude géographique. Nice. 4 tomes (1213 p)
- ESCALLIER R. (1984): *Citadins et espace urbain au Maroc*. Tours. ERA 706. CNRS. Fasc 8 et 9 (407 p)
- FOUCAULD CH. DE (1888): *Reconnaissance au Maroc 1883-1884*. Paris. Soc. d'Edit. Géo. Marit. Colon. (499 p)
- GUILLEN P. (1966): *Les sources européennes sur le Maroc: fin 19^e et début 20^e siècle*. Hespéris Tamuda. vol VII: les problèmes de recherche historique au Maroc.
- LAMBERT P. (1868): *Notice sur la ville de Maroc*. Paris. Bull. Soc. Géographique. n° 7
- LE COZ J. (1964): *Le Rharb, fellahs et colons. Etude de Géographie régionale*. Rabat. 2 volumes (1005 p)
- LENZ O. (1884): *Tombouctou, voyage au Maroc, au Sahara et au Soudan*. Paris. Trad. Lehacourt.
- LE TOURNEAU R. (1949): *Fès, avant le Protectorat*. Pub. Inst. Hautes Etudes marocaines. Tomè XIV.
- MAS P. (1955): *De la renaissance d'un ancien centre du Dir: Demnate*. B.E.M n° 67 (p 357-374)
- MIEGE J. L. et HUGUES E. (1954): *Les européens à Casablanca au dix-neuvième siècle*. Paris.
- MIEGE J. L. (1963): *Le Maroc et l'Europe de 1830 à 1894*. Paris. 4 tomes. Le premier tome: Sources, Bibliog. 1961 (234 p)
- MONTAGNE R. (1954): *Révolution au Maroc*. Casablanca. Edit. France-Empire
- NACIRI M. (1991): *Maroc: le poids de l'histoire. Dans „l'Etat du Maghreb”* (Ed. La Découverte) (p:168-71)

- NOIN D. (1970): *La population rurale du Maroc*. Paris. P.U.F. 2 vol. (279 et 342 p)
- PASCON P. (1983): *La maison d'Igh et l'histoire sociale du Tazerwalt*. Rabat. SMER (223 p)
- RAYNAUD L. (1902): *Etude sur l'hygiène et la médecine au Maroc*. Alger. (203 p)
- Villes et tribus du Maroc*. Mission scientifique au Maroc. Doc. publiés sous les auspices de la Résidence Générale. Dix tomes, notamment les tomes I et II: Casablanca, les Chaouïa. 1915